



moovinternet

Le haut débit, ça change le monde !

www.moov.tg

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

[moovtogoofficiel](#)

[epignationtogoofficiel](#)



DOSSIER

P.4,5-13

PALUDISME, SIDA, TUBERCULOSE: 13 MILLIARDS \$ MOBILISES PAR LE FONDS MONDIAL A MONTREAL.



QUELLE EST LA SITUATION DE CES FLEAUX AU TOGO ?

VENEZ DÉCOUVRIR LA NOUVELLE BOUTIQUE



YAMAHA

SISE À HANOUKOPÉ PRÈS DU COMMISSARIAT CENTRAL TÉL.: 93 27 95 30

Politique P.2

**SOMMET SUR LA
SECURITE MARITIME:
LA PROVOCATION DE
CAP 2015.**

Invité Spécial P.7

TENGUE KOKOU EDEM,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
MAERSK LINE TOGO



**« DES LIGNES MARITIMES
INTRA-AFRICAINES
SONT NÉCESSAIRES
À L'INTERCONNEXION
DES ÉCONOMIES
DU CONTINENT »**

Economie P.8

**ESSENCE: DU CANCER
A LA POMPE**

Société P.14

**ENTRE LEGENDE ET
ARCHIVES, LE PAGNE
ALLIE LA TRADITION
A L'ELEGANCE**



SOMMET D'« INITIES »

Il sera sans aucun doute l'évènement de l'année, si ce n'est de la décennie au Togo. Le prochain Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) sur la sécurité maritime et le développement en Afrique qui se déroulera à Lomé le 15 octobre prochain est ainsi très attendu ; le pays n'ayant plus abrité une rencontre de ce niveau depuis des lustres. Au-delà de l'aspect sécuritaire, cette conférence internationale entend faire de l'espace maritime, le principal levier du développement économique et social du continent. Il s'agira pour les participants, pendant la huitaine de jours que dureront les travaux, de définir une stratégie commune de lutte contre l'insécurité maritime dans la région, de promouvoir l'économie bleue marine. L'objectif ultime étant l'adoption d'une Charte définissant les bonnes conduites dans l'exploitation des mers et des océans.

De fait, les autorités mettent les petits plats dans les grands pour en faire un succès. On assiste à un déploiement tous azimuts d'énergie et de ressources, financières, humaines et logistiques. Pourtant, quoique représentant un enjeu économique, commercial et environnemental majeur pour le continent, et pour notre pays une opportunité de promotion de son image de marque et l'occasion d'établir sa capacité à organiser des rencontres de haut niveau, l'évènement continue de peu mobiliser dans l'opinion.

La faute d'abord à un déficit presque coupable de communication. A moins d'un mois de l'arrivée des premières délégations, aucune affiche n'est visible en ville. Pas d'annonces dans la presse ni de spots dans les médias audiovisuels. Le sujet est inaudible dans les émissions à grande audience et lorsqu'il est évoqué, ce sont des journalistes peu ou pas outillés qui en débattent, tandis que les principaux acteurs eux-mêmes et concernés au premier chef (autorités publiques, ministres, directeurs ou responsables d'organismes ou d'institutions, partenaires techniques ou financiers, experts, etc.), sont aux abonnés absents. Sur les grandes chaînes internationales, la question n'est pas plus abordée et le marketing pour « vendre » le sommet et la « destination Togo » est inexistant. Ce ne sont pourtant pas les plateaux et les cadres qui manquent pour qu'une grande campagne pré-sommet soit organisée et exécutée. Ensuite, il faut malheureusement faire le constat que la société togolaise dans sa globalité, à travers les corps intermédiaires et les différentes couches socioprofessionnelles n'a pas été suffisamment associée à l'évènement, afin qu'elle s'en approprie les enjeux pour le continent, et l'intérêt pour notre pays. Pas de tables-rondes, ni d'ateliers d'informations ou d'échanges avec eux et à travers eux, tous ceux qu'ils représentent et auprès de qui ils peuvent servir de relai, voire de VRP.

De fait, pour ceux qui, très marginaux, s'y intéressent, le Sommet de Lomé ne va connaître que de la lutte contre la piraterie maritime, alors que les objectifs vont évidemment bien au-delà. Quant au reste, au mieux c'est un sujet à des années lumières de leurs préoccupations quotidiennes avec lesquelles ils n'établissent pas de lien direct ou indirect. Et au pire, une réunion budgétivore qui va grever les ressources publiques. Il faut dire qu'ils sont bien aidés dans leur religion par les différents opposants à ce rendez-vous, qui vont de l'« opposition pavlovienne » traditionnelle, aux concurrents de notre pays pour le leadership sur cette thématique, en passant par les « déclinologues » habituels. L'adhésion populaire doit être considérée comme une condition sine qua non de la réussite même du sommet et des gains à en tirer pour notre pays. Le retard accusé n'est pas encore rédhibitoire pour rattraper le coup en termes de mobilisation populaire et médiatique. C'est un impératif d'éviter que l'évènement de la décennie ne finisse sur une image négative et erronée de sommet d'« initiés » !

SOMMET SUR LA SECURITE MARITIME:
LA PROVOCATION DE CAP 2015.

Dans un communiqué rendu public le 15 septembre dernier, le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015) déclare inviter toutes les forces vives de la nation togolaise à prendre massivement part aux meetings qu'il organise sur toute l'étendue du territoire national, à compter du vendredi 16 septembre 2016, pour inviter les populations togolaises à un sursaut patriotique et à une véritable prise de conscience, « face à la situation dramatique dans laquelle se trouve le pays. »

De fait, partis politiques, organisations de défense des droits de l'homme, associations de presse, syndicats et associations de la société civile, travailleurs des secteurs public et privé, élèves, étudiants, revendeuses des marchés etc... sont invités à être présents aux rendez-vous de CAP 2015.

La série de meetings a démarré le week-end dernier à Sokodé, dont la manifestation a été suivie par celles de Dapaong et de Mango. Le bilan n'est pas très flatteur pour ce regroupement de partis politiques qui a eu toutes les peines du monde à mobiliser partout où il a tenu ses rassemblements ; atteignant à peine 500 personnes notamment à Mango et à Dapaong, venues écouter la délégation. Il faut dire que le caractère répétitif et stérile de ces meetings, dont les mauvaises langues disent qu'ils servent de prétexte pour justifier la dépense des fonds alloués au titre de financement public pour l'ANC et des dons provenant notamment de la diaspora, a fini par lasser les plus irréductibles des militants. D'autant plus que les mots d'ordre, moqués par un observateur politique comme étant conçus selon l'horoscope du jour, sont loin d'être caractérisés par une quelconque cohérence.

Mais le plus curieux dans l'agenda de CAP 2015, c'est le projet d'organiser un « grand

meeting » le 08 octobre, jour où démarrent les travaux du sommet sur la sécurité maritime, et aux encablures du site sur lequel ceux-ci se dérouleront.

Dans le contexte actuel d'insécurité et de menace terroriste, projeter organiser une manifestation politique à quelques mètres des lieux où sont attendus dans les heures et jours suivants plus de 3.000 délégués venus d'horizons divers, dont une cinquantaine de Chefs d'Etat et de Gouvernement, relève simplement de la provocation et de l'irresponsabilité. Tout le monde aura compris que l'objectif est en réalité de créer une situation d'extrême tension, voire d'affrontements avec les forces de l'ordre puisqu'il est improbable qu'un tel meeting, à cette date et en ce lieu, soit autorisé.

Le climat ainsi créé desservira nécessairement la sérénité du déroulement de la conférence internationale et nuira inévitablement à l'image du pays. Il n'échappera à personne



Les leaders du CAP 2015

LE CHEF DE L'ETAT A LA TRIBUNE DE L'ONU
CE 21 SEPTEMBRE.

Ayí d'ALMEIDA

Le Chef de l'Etat Faure GNASSINGBE est depuis le début de la semaine à New-York (Etats-Unis) où se tient la 71ème session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations unies. Il interviendra ce mercredi à la tribune lors du traditionnel débat général sur le thème principal des Objectifs de développement Durables (ODD).

Ouverte le 13 septembre 2016, cette session, dont la partie principale s'achève le 12 décembre 2016, se tient sous le thème : « Les objectifs de développement durable, un élan universel pour transformer notre monde ».

Les ODD seront donc au cœur des échanges et réunions, dans une optique d'évaluation de leur mise en oeuvre 12 mois après que les dirigeants du monde entier ont convenu de ces 17 axes éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouvel agenda de développement à l'horizon 2030.

Le chef de l'Etat togolais avait alors, dans son adresse du 25 septembre 2015, tenu à saluer le pas important que vient de faire la grande famille des Nations unies, en se dotant d'une vision globale du développement après 2015.

« Notre pays est, avec 21 autres, pilote pour la mise en oeuvre des ODD. La 71ème session ordinaire de l'Assemblée Générale est

pour le Togo la seconde opportunité pour partager son expérience dans l'enceinte onusienne, après la première session du mécanisme de suivi tenue en juillet dernier ».

LE TOGO ET LES ODD :

En sa qualité de pays pilote, le Togo a immédiatement entrepris d'agir dans la perspective des ODD. Cet état de choses étant rendu possible par une approche d'appropriation précoce qui remonte aussi loin que 2012, et par laquelle le Togo a eu le privilège de participer aux différentes phases de consultations sur la vision du développement post-2015.

De fait, les instruments nationaux de planification en usage sont en phase avec les ODD, et le processus d'intégration s'en trouve plus harmonieux.

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE), la stratégie nationale de développement 2013-2017,

que c'est justement le but poursuivi par le leader de CAP 2015, Jean-Pierre FABRE. Qui a qualifié, lorsque la question lui a été posée quant à son éventuelle participation au titre de chef de file de l'opposition, de « futilité » le sommet sur la sécurité maritime

par rapport à laquelle, il soutient n'avoir pas « de temps à perdre »

Pour rappel, initialement constitué de près de dix (10) formations politiques regroupées dans la perspective de l'élection présidentielle de 2015, CAP 2015 est aujourd'hui réduit à sa plus simple expression, avec quatre partis dont l'ANC, la CDPA, le PSR, et l'UDS-TOGO. Les cofondateurs qui ont préféré quitter le mouvement ont tous dénoncé le diktat imposé par les anciens amis de Gilchrist OLYMPIO et leur manque de cohérence aussi bien dans le discours que dans la stratégie.

la création d'un Fonds national de finance inclusive figurent notamment au nombre des politiques et programmes qui ont permis un recul de la pauvreté de 61,7% en 2006 à 55,1% en 2015.

Le Togo investit par priorité dans les secteurs porteurs de croissance : agriculture, infrastructures portuaires, aéroportuaires, routières et énergétiques, TIC.

Soucieux de passer à un niveau de consolidation des résultats et de favoriser l'inclusion, le gouvernement togolais, dans le sillage de l'adoption des ODD, initie le programme d'urgence de développement communautaire (PUDC). L'échange de documents a lieu à New-York le 23 février 2016 entre le Président Faure Gnassingbé et Helen Clark, administrateur du Pnud qui déclare que le programme conçu par le Togo « est un premier pas décisif vers la réalisation des Objectifs de développement durable ».

Avec le PUDC, l'engagement du Togo a été plusieurs fois souligné et salué notamment dans ce rapport d'étape daté de juillet 2016 qui mentionne une contribution appréciable à la mise en oeuvre de l'ODD 8-travail décent et croissance économique-



*Dans la limite du stock disponible. Photo non contractuelle. Rendez-vous en agence.

moovinternet

Changez pour le meilleur du haut débit !

Box Wifi*

+ 5 GO offerts
Jusqu'à 32 utilisateurs
simultanés

Downlink : jusqu'à 21
Mbps
Uplink : jusqu'à 5,76 Mbps



**TARIF PROMO
80 000 FCFA**

TAPEZ *400#

www.moov.tg | Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

PALUDISME, SIDA, TUBERCULOSE: 13 MILLIARDS \$ MOBILISES PAR LE FONDS MONDIAL A MONTREAL POUR ERADICHER CES EPIDEMIES A L'HORIZON 2030.

✶ Ibrahim SEYDOU

QUELLE EST LA SITUATION DE CES FLEAUX AU TOGO ?

De nombreux Chefs d'Etat de Gouvernements dont Faure GNASSINGBE, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) Ban Ki-Moon, des stars internationales ainsi que des philanthropes, se sont retrouvés du 08 au 10 septembre dernier à Montréal (CANADA) dans le cadre de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. A l'issue de la rencontre, ce sont 12,9 milliards de dollars qui ont été recueillis par le Fonds. Objectif atteint !

C'est le Premier Ministre canadien Justin TRUDEAU, à l'initiative de la conférence qui a annoncé la bonne nouvelle sous un tonnerre d'applaudissements : le Fonds a recueilli 12,9 milliards de dollars sous

PLUS IMPORTANT INVESTISSEMENT DE L'HISTOIRE

De fait, le Canada contribuera à

Donateurs privés : 250 millions \$

Ces sommes devront permettre de financer sur trois ans les traitements pour éradiquer le paludisme, le sida et la tuberculose d'ici 30 ans.

Pour le chanteur BONO du groupe



Faure Gnassingbé à l'ouverture de la conférence de Montréal

forme de contributions annoncées ; soit 1 milliard de plus qu'au sommet de 2013.

« Lorsque les gouvernements et les partenaires privés s'unissent, nous pouvons entrer dans l'histoire, nous pouvons changer le monde. Nous avons atteint notre cible ensemble et en faisant cela, nous avons sauvé 8 millions de vies » a commenté monsieur TRUDEAU.

hauteur de 804 millions de dollars entre 2017 et 2019 a promis son Chef de gouvernement.

Parmi les autres donateurs, il y a :

Etats-Unis : 4,3 milliards \$

Royaume Uni : 1,43 milliard \$

France : 1,4 milliard \$

Allemagne : 1 milliard \$

Japon : 800 millions \$

Commission européenne : 524 millions \$

Fondation Bill et Melinda Gates : 600 millions \$

U2, cofondateur de l'organisme ONE qui œuvre pour réduire la pauvreté et les épidémies en Afrique, les sommes amassées constituent le « plus important investissement de l'histoire dans un projet de santé mondiale », surtout « en ces temps de contraintes budgétaires et de la montée de l'isolationnisme. » « Il faut prendre tous les moyens pour balayer de la surface de la Terre l'expression des inégalités illustrée par ces épidémies »

Suite à la page 13

FAURE GNASSINGBE A PARTICIPE A LA MOBILISATION DES 13 MILLIARDS DE DOLLARS EN FAVEUR DU FONDS MONDIAL A MONTREAL.

Le Chef de l'Etat Faure GNASSINGBE a séjourné du 15 au 18 septembre dernier à Montréal (Canada) dans le cadre de la cinquième conférence internationale triennale de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, trois maladies pour lesquelles le fonds a été créé.

La conférence de Montréal avait deux objectifs clairs : le premier, à long terme, est d'éradiquer ces épidémies d'ici 2030 conformément aux engagements des Nations Unies.

Le deuxième, plus immédiat, consistait à lever 13 milliards de dollars afin de couvrir les opérations de 2017 à 2019. Ce dernier a été atteint avec 12,9 milliards de dollars promis par plusieurs donateurs. (Lire par ailleurs le dossier sur le sujet.)

Le Président de la République qui a participé aux après négociations ayant abouti à ce résultat, s'est félicité de cette mobilisation qu'il a qualifiée d'« avancée déterminante dans l'éradication de ces pandémies ».

En marge de la rencontre, Faure Gnassingbé s'est entretenu le 16 septembre avec le Premier ministre canadien, Justin TRUDEAU.

Au menu des discussions : lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme mais aussi coopération bilatérale. Présent en Afrique et très peu au Togo, les deux hommes ont souhaité fixer les fondements d'une relation nouvelle entre Ottawa et Lomé.

Outre Justin TRUDEAU, le numéro 1 togolais a rencontré Mark DYBUL, le directeur exécutif du Fonds mondial. Ils s'étaient déjà rencontrés fin août à Nairobi lors de la TICAD VI, le sommet Afrique-Japon.

Le Togo est un important bénéficiaire du Fonds et espère que la mobilisation de ressources lui permettra de lutter encore plus efficacement contre le sida, le paludisme et la tuberculose.

Le chef de l'Etat a également échangé avec David Johnston, le gouverneur général du Canada, le représentant de la reine Elisabeth.

1 / 3 DE DECES EN MOINS

Dans les pays où il investit, ce sont 1/3 de décès en moins dus au sida, à la tuberculose et au paludisme. Le Fonds Mondial est un partenariat du 21^e siècle conçu pour accélérer la fin des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme. Fondé en 2002, il est un partenariat entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les personnes touchées par les maladies. Le Fonds Mondial collecte et investit près de 4 milliards de dollars par an à l'appui de programmes dirigés par des spécialistes locaux dans les pays et les communautés qui en ont le plus besoin. Institution financière, il apporte un soutien aux pays dans leur lutte contre les trois maladies. Il met tout en œuvre pour obtenir l'impact

maximum en s'attaquant aux obstacles et en adoptant des démarches novatrices. Le personnel est entièrement basé à Genève en Suisse, et rassemble des professionnels issus de plus de cent pays différents.

Quatre (4) grands principes président à la gestion du Fonds.

- Partenariat : tous les acteurs investis dans la riposte aux maladies notamment les autorités publiques, la société civile, les communautés touchées par la maladie, les partenaires techniques, le secteur privé, les organisations confessionnelles et les autres bailleurs de fonds doivent travailler ensemble et participer aux processus décisionnels.

- Appropriation par le pays : les per-

sonnes intervenant sur le terrain établissent leurs propres solutions de lutte contre les trois maladies et en assument l'entière responsabilité. Chaque pays adopte sa riposte en fonction du contexte politique, culturel et épidémiologique.

- Financement en fonction des résultats : la continuité des financements dépend de résultats avérés, minutieusement suivis et vérifiés par les agents locaux du Fonds.

- Transparence : Le Fonds mondial conduit l'ensemble de ses activités dans un souci de grande transparence et en exige autant de ses partenaires, notamment pour les demandes de financement, les résultats institutionnels, la gouvernance et le suivi

stratégique. Les audits et les enquêtes réalisés par le Bureau de l'Inspecteur général sont rendus publics. De plus, le Fonds Mondial adhère pleinement à l'initiative internationale pour la transparence de l'aide et y participe.

Le Fonds est structuré en plusieurs organes :

- Le Conseil d'Administration définit les stratégies, gouverne l'institution et approuve l'ensemble des décisions de financement

- L'instance de coordination nationale chargée de présenter des demandes de financement au nom du pays et de superviser la mise en œuvre après que la demande ait donné lieu à la signature d'une subvention

- Le personnel chargé des activités quotidiennes de l'institution, principalement de la gestion des subventions

- Le Comité technique d'examen des propositions chargé d'évaluer le bien-fondé technique de chaque demande de financement

- Les agents locaux chargés d'évaluer la mise en œuvre et les données des subventions

- Récipiendaire principal chargé de mettre en œuvre les subventions

- Le Bureau de l'inspecteur général chargé du suivi stratégique et des activités de garantie. Il s'assure que le Fonds investit dans un souci d'efficacité optimale et veille à limiter les risques d'emploi abusif des financements.

PANDEMIE DU SIECLE :

✶ Ibrahim SEYDOU

Avec plus de 36 millions de morts à ce jour, le VIH continue d'être un problème majeur de santé publique. En 2015, 1,1 million de personnes sont décédées d'une cause liée au VIH dans le monde. Fin 2015, on comptait environ 36,7 millions de personnes vivant avec le VIH, dont 2,1 millions de nouvelles infections dans le monde.

L'Afrique subsaharienne, où 25,6 millions de personnes vivaient avec le VIH en 2015, est la région la plus touchée. Elle concentre également près des deux-tiers des nouvelles infections dans le monde. On dépiste souvent l'infection par le VIH au moyen de tests de diagnostic rapide (TDR) qui détectent la présence ou l'absence d'anticorps anti-VIH. La plupart d'entre eux donnent le résultat le jour-même; ils jouent donc un rôle essentiel pour le diagnostic, le traitement précoce et les soins.

Il n'existe pas de moyen de guérir de cette infection. En revanche, les traitements efficaces avec les médicaments antirétroviraux (ARV) peuvent juguler le virus et aider à éviter la transmission, de sorte que les personnes porteuses du VIH et celles qui sont exposées à un risque important peuvent mener une vie productive et en bonne santé. On estime qu'actuellement seulement 54% des personnes infectées par le VIH connaissent leur statut. En 2014, environ 150 millions d'enfants et d'adultes dans 129 pays à revenu faible ou inter-



Logo du VIH/SIDA

médiaire ont, selon les informations disponibles, bénéficié des services de dépistage du VIH.

Fin 2015, plus de 17 millions de personnes vivant avec le VIH étaient sous thérapie antirétrovirale (TAR) au niveau mondial.

De 2000 à 2015, le nombre des nouvelles infections à VIH a baissé de 35%, le nombre des décès liés au sida de 28% et quelques 7,8 millions de vies ont été sauvées grâce aux efforts internationaux ayant permis d'atteindre les cibles des Objectifs du Millénaire pour le Déve-

loppement en ce qui concerne le VIH. L'extension du traitement antirétroviral à toutes les personnes vivant avec le VIH et le développement des choix de prévention peuvent aider à éviter 21 millions de décès liés au sida et 28 millions de nouvelles infections d'ici à 2030.

Le Togo présente une épidémie de type généralisé avec une prévalence estimée à 2,5 % dans la population générale en 2013-2014. Cette prévalence du VIH est deux fois plus élevée chez la femme (3.1%) que chez l'homme (1.7%). Le profil épidémiologique spatial du VIH au Togo est marqué par des disparités au niveau des régions et au niveau des milieux de résidence. En effet l'épidémie du VIH est deux fois plus élevée en milieu urbain (3.5%) qu'en milieu rural (1.5%) En milieu urbain la prévalence du VIH chez la femme est deux fois plus élevée chez l'homme (4.7% vs 2.2%) ; par contre en milieu rural on a presque le même taux de prévalence chez la femme (1.7%) et chez l'homme (1.4%).

PREMIERE CAUSE DE DECES !

Le paludisme (ou malaria) est l'infection parasitaire la plus fréquente au monde. Causée par la transmission d'un parasite lors d'une piqûre de moustique infecté, cette maladie touche des millions de personnes chaque année, majoritairement des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes. Bien que le taux de mortalité ait considérablement baissé ces dernières années, notamment grâce à la mise en place de moyens de prévention et des traitements curatifs efficaces, un enfant meurt de cette maladie chaque minute.

Au Togo, le paludisme demeure la première cause des motifs de consultations, d'hospitalisation, de décès et d'absentéisme surtout dans le domaine scolaire et professionnel malgré les efforts déployés par les autorités et l'appui des partenaires au développement. Ses effets néfastes sur la santé et sur la productivité des populations constituent un obstacle majeur au développement économique et social.

Malgré les interventions mises en œuvre, le paludisme a été et est toujours la première pathologie parasitaire en terme de morbidité et de morta-

lité. Il est holo - endémique et stable car sa transmission dure presque toute l'année. Le paludisme a occupé le 1er rang avec une morbidité proportionnelle de 53% des consultations externes. Les hospitalisations dues au paludisme étaient de 50% dans les formations sanitaires publiques avec une durée moyenne de séjour de 5 jours. Le taux de mortalité hospitalière proportionnelle est de 29% avec une létalité moyenne de 4%.

Les principaux vecteurs du paludisme rencontrés au Togo sont des moustiques du genre Anopheles:

- Anopheles gambiaes.s. (forme M et forme S)
- Anopheles funestus S.l.
- Anopheles melas.
- Anopheles arabiensis

Ces quatre espèces d'anophèles sont vectrices de Plasmodium falciparum à 99,5 % et de Plasmodium malariae et Plasmodium ovale à 0,5 % des cas. Toute la population est à risque, néanmoins les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes constituent les cibles les plus vulnérables pour cette pathologie chez lesquelles on note des formes graves souvent mortelles.

AGENT DES PLUS MEURTRIERS AU MONDE.

La tuberculose est l'une des maladies dues à un agent infectieux unique les plus meurtrières au monde; se situant en seconde position juste après le VIH/sida. En 2014, 9,6 millions de personnes ont développé la tuberculose et 1,5 million en sont mortes. Plus de 95% des décès par tuberculose se produisent dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et la maladie est l'une des 5 principales causes de décès chez les femmes âgées de 15 à 44 ans.

On estime qu'un million d'enfants sont tombés malades de la tuberculose et 140 000 enfants séronégatifs pour le VIH sont morts de la tuberculose l'année dernière. Tandis que près de 480 000 personnes ont développé une tuberculose multirésistante (tuberculose MR).

L'objectif du Millénaire pour le développement demandant d'avoir maîtrisé l'épidémie de tuberculose et d'inverser la tendance avant 2015, a été atteint. L'incidence de la tuberculose a baissé en moyenne de 1,5% par an depuis l'an 2000, soit une diminution totale de 18%. Le taux de mortalité par tuberculose a chuté de 47% entre 1990 et 2015.

Au Togo, en 2014, 2577 cas de tuberculose ont été dépistés dont 06 en sont malheureusement décédés. Avec le financement pour la tuberculose le pays pourra tester et traiter près de 9000 cas sous toutes ses formes. Il augmentera le taux de réussite du traitement des patients atteints de tuberculose multi-résistance de 62,5% à 67%.

Les interventions quant à elles ont permis un accroissement du taux de réussite des traitements anti-tuberculose de 76% à 85% entre 2007 et 2013.

LE FONDS MONDIAL ET LE TOGO.

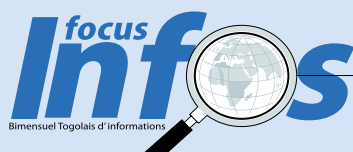
Le Togo a bénéficié du Fonds Mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme (FMLSTP), un don de quatorze millions cent quatre vingt cinq mille six cent trente huit (14 185 638) dollars des Etats Unis d'Amérique, sur deux ans pour le financement d'un programme intitulé Proposition du Togo pour « l'Intensification de la lutte contre le VIH/Sida au Togo » soumis par le Comité de Coordination du Secteur de la Santé (CCSS), CCM du Togo.

Dans le cadre de ce projet, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a été nommé Bénéficiaire Principal (BP), chargé de la gestion programmatique et financière ainsi que du suivi-évaluation des activités à mettre en œuvre par les Bénéficiaires Secondaires (BS). La responsabilité programmatique et financière du BP comprend l'obligation de faire des rapports trimestriels et annuels fiables au Fonds Mondial, rapports qui donneront le compte rendu financier de l'utilisation des fonds reçus, le niveau d'avancement du programme ainsi que les résultats atteints au regard du plan d'action.

Pour mener à bien les activités, le Bénéficiaire Principal signe des contrats de service avec des Sous bénéficiaires que sont le Conseil National de Lutte contre le SIDA et les IST (CNLS/IST), le Programme National de Lutte contre le VIH/SIDA et les MST (PNLS/MST) d'une part et les Comités Régionaux de Lutte contre le SIDA (S/CRLS) d'autre part. Les CRLS sont en réalité des démembrés du CNLS que le PNUD a rendu opérationnel

dans le cadre de la mise en œuvre du projet par un renforcement de leur capacité technique et fonctionnelle. Ce schéma permet d'avoir un bénéficiaire secondaire dans chacune des six régions sanitaires du pays et deux au niveau national. Ces bénéficiaires secondaires sous contractent à leur tour avec des Sous sous bénéficiaires.

Ainsi le Fonds mondial a apporté une innovation de taille à travers la décentralisation de la mise en œuvre en activant les Secrétariats des CRLS. Par ce biais, l'identification des préoccupations et des besoins est faite au niveau local à travers les acteurs locaux (Services déconcentrés, Communautés à la base, Associations, ONG, leaders locaux). Au niveau de la mise en œuvre, ce système permet un gain considérable de temps en rapprochant les acteurs de mise en œuvre des bénéficiaires. Par ailleurs, les activités de sensibilisation, communication et de plaidoyer sont plus conformes aux coutumes et réalités locales et partant plus efficaces. Voici succinctement le schéma de mise en œuvre en vigueur.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé

Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• Directeur de Publication

Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

• Rédaction

Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction

Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique

Ibrahim SEYDOU

• Collaboration

Edem QUIST

Francis Komi AYIDA

Franck EKON

Essénam KAGLAN

Wilfried ADEGNKA

• Distribution

Bernard ADADE

• Maison du journalisme

Casier N°49

• Imprimerie

Imprimerie 1 Rois 17

BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237

99587773

• Conception

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 22 26 01 91

+228 22 19 78 20

Lomé Togo

• Tirage

2500 exemplaires

NOBLE DAME AMEGANVI-KANGNI ADAKOU LUCIE, EPOUSE AGBOH AHOUELETE INHUMEE LE 09 SEPTEMBRE DERNIER A LOME.

Décédée le 07 août dernier dans une clinique de la capitale, madame AMEGANVI-KANGNI Adakou Lucie, épouse AGBOH AHOUELETE a été inhumée le 09 septembre dernier au cimetière municipal de Bè-Kpota.

Les obsèques ont démarré le mercredi 07 septembre par une pré-veillée organisée par le Noble Ordre des Chevaliers et Dames Auxiliaires de Saint Jean International, auquel appartenait la défunte. Elle sera suivie le lendemain 08 par la veillée traditionnelle de recueillement, de prières et de chants pour le repos de l'âme de la disparue. Une foule nombreuse, composée de membres des familles parentes et alliées ainsi que d'amis et de proches a fait le déplacement de la maison mortuaire où s'est déroulée la cérémonie, avec le corps présent.

La veillée s'est déroulée autour de trois (3) moments forts, notamment les rites d'ouverture introduits par les 3 premiers couplets du N° 300 de Dzi-fomo (O Mawu nana), la célébration

de la parole et les 2 lectures (Sagesse 4, 7-15 et Romains 8, 31-35, 37-38) ainsi que les rites de clôture au cours desquels l'Evangile selon Saint Jean 14, 1-6, a été lu et acclamé. Moment d'émotion avec le poème composé à la mémoire de la de cujus et lu par son fils aîné. Plusieurs chorales et fanfares ont animé toute la soirée de recueillement qui s'est conclue par une hymne à la Vierge Marie et les salutations d'usage et de sympathie.

UNE GRANDE DAME.

Le lendemain, après la levée du corps qui a eu lieu aux alentours de 8h30, le cortège funéraire s'est ébranlé vers l'église sainte Marie-Reine du Monde de Bè. Là, une dizaine de prêtres a concélébré la messe d'enterrement.

Dans son homélie, comme dans les



Les enfants de la défunte lors de la veillée

oraisons funèbres prononcées aussi bien par le représentant de l'Ordre de Saint Jean que par un de ses fils, le père Johannès AZIABLI, Curé de la paroisse hôte a décrit une grande dame de cœur. Et invité les fidèles présents à prendre de la graine auprès

d'elle. Sur la mort, le prêtre a rappelé que même si elle nous est insupportable, nul ne saurait y échapper. « La promesse d'une meilleure vie après devrait nous consoler » a -t-il souligné. Confiant que « maman Lucie est désormais auprès de son Créateur

d'où elle veillera sur ses enfants ».

A la fin de la célébration, la défunte sera conduite dans sa dernière demeure, au cimetière municipal de Bè-Kpota. Il était presque midi.

Notons que tout au long des obsèques, l'Ordre de Saint Jean a été omniprésent, veillant le corps dès sa réception à la morgue. Les Chevaliers et les Dames Auxiliaires dans leur appareil des grands moments, ont rendu un dernier et vibrant hommage à Mme Adakou Lucie AGBOH AHOUELETE le jour de l'enterrement.

Ils lui ont offert une parade exceptionnelle qui méritait le détour, avant la levée du corps, sur l'itinéraire menant de la maison mortuaire à l'église en portant littéralement sur leurs épaules le cercueil. Mais également sur le parvis de l'église après la messe, en exécutant des mouvements et chorégraphies réussis ; le tout alimentées par des chansons de circonstances.

REMERCIEMENTS :

La famille AMEGANVI d'AGBODJI à ANEHO .
La famille AGBOH AHOUELETE de LOME et de VOGAN.

Les enfants, petits-enfants, cousins, cousines, neveux et nièces de la défunte

Les familles parentes, alliées et amies

Très profondément touchées par les marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du rappel à Dieu de leur très chère et regrettée :



Noble Dame AMEGANVI-KANGNI Adakou
Lucie, épouse AGBOH AHOUELETE
Agent technique de Santé à la retraite

Pieusement endormie dans le Seigneur le 07 août 2016 à Lomé dans sa 75^e année et inhumée le 09 septembre 2016 au cimetière de Bè-Kpota.

Dans l'impossibilité de vous toucher individuellement, vous renouvellent leurs sincères remerciements et prient le Tout-Puissant de vous rendre au centuple tous vos bienfaits



La quinzaine de prêtres concélébrant la messe d'enterrement



Le cercueil porté par les Chevaliers de l'Ordre International de Saint Jean quittant l'église



Vue partielle des participants à la veillée

INTERVIEW : TENGUE KOKOU EDEM, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MAERSK LINE TOGO

La Rédaction

« NOUS ESPÉRONS QUE LE SOMMET DE LOMÉ CRÉERA LE CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE POUR LA NAISSANCE DE LIGNES MARITIMES INTRA-AFRICAINES NÉCESSAIRES À L'INTERCONNEXION DES ÉCONOMIES DU CONTINENT. »

Son groupe est le leader du transport maritime conteneurisé, avec plus de 16% du marché mondial et près de 40% de celui du trafic conteneurisé à l'import au Togo. A moins d'un (1) mois du Sommet sur la sécurité, la sûreté maritimes et le développement en Afrique qui se tient à Lomé, Focus Infos a rencontré Edem Kokou TENGUE, Directeur général de Maersk Line Togo. Avec cet acteur majeur, nous avons fait le tour d'horizon des objectifs de la conférence à venir. Le jeune dirigeant nous a parlé de ses attentes, de son groupe, du climat des affaires etc.. Lecture

F I : Le Togo organise le 15 octobre prochain, un sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique. En tant qu'acteur important du transport maritime, qu'en attendez-vous?

Tengue Kokou Edem : Nous en attendons beaucoup et nous tenons réellement à saluer cette initiative qui prouve l'intérêt des Chefs d'états et de gouvernement du continent pour son développement économique. En effet, l'insécurité en mer menace les approvisionnements en énergie et les exportations de matière première qui soutiennent la croissance économique des pays africains. Nous espérons que le sommet de Lomé créera le cadre juridique et permettra aux états africains de mutualiser leurs moyens de surveillance pour éradiquer ce phénomène.

Une des épines dans le pied des lignes maritimes est le phénomène des passagers clandestins et au-delà, de l'immigration clandestine. Les drames humains en méditerranée, devenue un immense cimetière, ne peuvent plus continuer. Le sommet de Lomé devra se pencher sur la question et conduire les états à mettre en place des politiques migratoires rationnelles pour tourner définitivement cette page.

Le commerce intra africain demeure faible. Il représente entre 10 et 15% des échanges alors qu'en Europe, il représente 60% des échanges et 40% en Amérique du nord. Un des handicaps est le coût prohibitif des échanges routiers. Nous espérons que le sommet de Lomé créera le cadre institutionnel et juridique adéquat pour que naissent des lignes maritimes intra africaines nécessaires à l'interconnexion des économies du continent.

F I : Quelle est aujourd'hui la place du transport maritime dans le commerce international?

T K E : Le transport maritime est l'épine dorsale du commerce international. Plus de 90% des échanges internationaux de biens

passent par la mer. D'ailleurs, la corrélation entre la croissance économique mondiale et les volumes de marchandises transportées par mer est bien connue des économistes.

F I : Quelle influence l'insécurité sur les mers et océans a-t-elle sur vos activités et au-delà, quel impact peut-elle avoir sur les produits et le consommateur final?

T K E : L'insécurité en mer a de tout temps influencé négativement l'activité mercantile. Un des épisodes antiques les plus connus est la montée du prix du blé à Rome du fait de la piraterie maritime. Pour éradiquer ce phénomène, le sénat romain d'alors eut recours en 67 av J.C à une loi qui permit de donner une autorité militaire absolue sur les mers, les océans, sur une bande, une flotte de navires et des moyens financiers conséquents au général romain Pompée qui vainquit les pirates en 40 jours et ramena le prix du blé à la normale.

Les enjeux sont exactement les mêmes aujourd'hui, quand elle ne rend pas impossibles nos activités, la piraterie maritime en augmente suffisamment les coûts (assurances, risques de pertes matérielles et en vies humaines... etc.) pour que le prix des biens transportés en subisse les effets.

L'une des histoires modernes de piraterie fut l'attaque d'un des navires du groupe Maersk, «le Maersk Alabama», dans le golfe d'Aden aux larges de la Somalie. Cette histoire a par ailleurs fait l'objet d'un film ayant été primé à Hollywood.

F I : Plusieurs états dont le Togo mettent en place des initiatives pour intégrer la mer dans leur réflexion d'ensemble sur les questions de développement. La création du Haut Conseil à la Mer en est l'une des illustrations. Quel regard portez-vous sur cette institution et ses objectifs?

T K E : L'on ne peut que saluer la création de cette institution et les objectifs à elle assignés. De tous temps, la mer a joué un rôle central

dans le développement. C'est en effet elle qui a favorisé les grands voyages d'exploration ayant permis d'avoir une connaissance exacte du monde. La première mondialisation économique au sens de relier les marchés a été faite grâce au transport maritime. C'est ainsi que



Mongols(Indiens), Ottomans(turcs), Safavides(Perses), Chinois et Européens étaient déjà reliés au Moyen-Âge par le commerce maritime. Aujourd'hui elle regorge dans certains cas de ressources énergétiques et halieutiques précieuses. Pour nous développer, nous devons maîtriser mers et océans.

F I : Quelle analyse faites-vous de la situation du Port Autonome de Lomé et comment le rendre plus compétitif dans un environnement très concurrentiel?

T K E : Le port autonome de Lomé a un avantage naturel. C'est un port en eau profonde. Pour se convaincre de l'importance de cet avantage, il faut voir les efforts que ses voisins sont obligés de faire pour faire du dragage. Mais une fois le dragage effectué, ces ports s'ensablent régulièrement forçant la répétition de cette opération. Or pour nos lignes maritimes, la profondeur est importante car c'est elle qui détermine le tirant d'eau qui conditionne le tonnage des navires que l'on peut amener à quai. Plus le tirant d'eau est important plus le navire est grand.

Mais pour tirer parti de cet avantage naturel et devenir le hub incontesté,

le Togo doit réduire les coûts de transport vers les pays sans littoral. Nous pensons qu'il ne pourra pas faire économie d'une ligne de chemin de fer. A cela, il faut ajouter les « soft improvements » que sont par exemple l'amélioration des procédures de dédouanement, leur célérité et leur transparence. Le Togo s'est déjà engagé dans cette voie avec SEGUCE. Cela doit être poursuivi et renforcé.

F I : Plus globalement, quel regard

portez-vous sur le climat d'affaires au Togo en tant qu'opérateur économique?

T K E : Le climat des affaires s'est amélioré. Pour s'en convaincre, il suffit de voir les performances du Togo dans le classement Doing business. La compétition est grande dans ce classement mais le Togo s'est récemment distingué en étant une des nations ayant introduit le plus de réformes en matière d'amélioration du climat des affaires.

Mais la perfection n'est pas de ce monde et il faut toujours faire des efforts. Je pense qu'il va falloir réfléchir à une manière de faire avancer beaucoup plus rapidement les litiges maritimes et plus généralement commerciaux. Que le droit soit bien dit le plus vite et le plus tôt possible car pour les opérateurs économiques, le temps c'est de l'argent.

F I : Que représente Maersk Line dans le transport maritime mondial et quelle est sa place au Togo en quelques chiffres?

T K E : Maersk demeure le leader du transport maritime conteneurisé. La part de marché mondial du groupe Maersk est de 16% et plus. En terme

de capacité, le groupe opère plus de 600 navires. Le groupe Maersk, présent aussi dans l'énergie et la logistique, emploie plus de 80,000 personnes de par le monde.

Au Togo, le groupe déploie deux lignes maritimes : Maersk Line et Safmarine container line. La filiale logistique Damco est aussi présente. Les deux lignes maritimes combinées représentent 40% du marché du trafic conteneurisé au Togo à l'import. A l'export notre part de marché se situe entre 35 % et 37%.

F I : Vous avez baptisé un de vos navires du nom de la capitale togolaise et présenté au public le 21 juillet dernier lors de son accostage à Lomé. Simple opération marketing ou vraie reconnaissance des efforts de Lomé pour améliorer ses services et son environnement?

T K E : Il s'agit pour nous de consacrer les efforts du Togo en matière maritime et au-delà en matière d'amélioration du climat des affaires. Nous souhaitons aussi être plus proche de nos clients du port de Lomé. L'amélioration des infrastructures au port autonome de Lomé méritait d'être saluée par notre groupe qui en est l'un des premiers bénéficiaires.

F I : Sur un plan personnel vous êtes Directeur général de l'entreprise. On vous dit boss et discret! Comment vous décririez vous et quels sont vos loisirs à vos heures perdues?

T K E : Je n'aime pas parler de moi; je trouve l'exercice haïssable et en laisse le soin aux autres. En ce qui concerne mes loisirs, je vous confie que je suis un passionné de musiques tropicales (Rumba congolaise, Zouk, Salsa...) et aussi de Jazz.

ESSENCE : DU CANCER A LA POMPE

✎ Ibrahim SEYDOU

Dans une enquête intitulée « Diesel sale », publiée par nos confrères du journal Le Monde, l'ONG Public Eye (ex-Déclaration de Berne) dévoile les pratiques peu scrupuleuses de traders pétroliers suisses en Afrique. Selon le quotidien français, quatre enquêteurs ont travaillé durant trois ans pour percer les mystères toxiques de l'essence et du diesel distribués sur le continent africain par les géants suisses du négoce de matières premières.

Les résultats de cette enquête publiée jeudi 15 septembre sont sans appel : les carburants écoulés en Afrique ont une teneur en soufre entre 200 et 1 000 fois plus élevée qu'en Europe, mettant gravement en péril la santé de populations exposées aux particules fines et à d'autres substances chimiques cancérogènes.

• Des produits toxiques ajoutés aux carburants pour augmenter les profits. Pour augmenter leurs profits, les traders effectuent des mélanges avec des produits toxiques et particulièrement

nocifs pour l'environnement et pour la santé. Des opérations souvent risquées qui s'effectuent à quai, notamment à Rotterdam, Amsterdam et Anvers, ou en pleine mer à quelques miles des côtes de Gibraltar ou des ports d'Afrique de l'Ouest.

Les traders ont un nom pour qualifier ces produits pétroliers : « qualité africaine ». Ce carburant toxique est écoulé en Afrique de l'Ouest où les négociants en matières premières profitent de réglementations qui permettent encore l'importation de diesel et d'essence

contenant un taux de soufre très élevé. Ils en ont fait un marché parallèle et opaque.

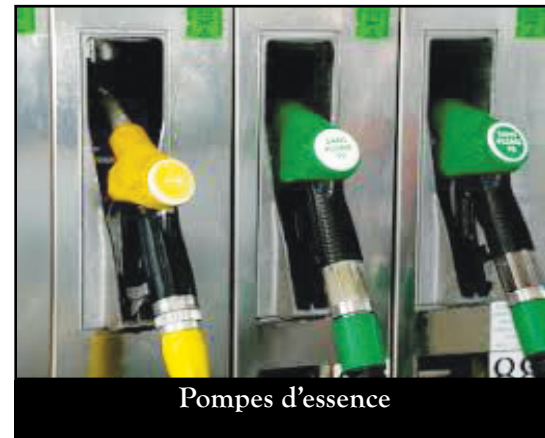
• Dans les stations essence de Trafigura, Vitol ou Oryx

Public Eye a effectué des prélèvements dans des stations essence de huit pays africains (Angola, Bénin, Congo-Brazzaville, Ghana, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Zambie) détenues ou alimentées par ces maîtres du négoce pétrolier, comme Trafigura, Vitol ou Oryx. Plus de deux tiers des échantillons contiennent un taux de soufre supérieur

à 1 500 parties par million (ppm). Avec une pointe à 3 780 ppm au Mali. La limite est de 10 ppm en Europe, aux Etats-Unis et même en Chine, à compter de 2017.

Les grandes villes africaines pâtissent déjà d'une qualité de l'air déplorable et d'une urbanisation préoccupante. D'ici 2050, la population urbaine devrait tripler sur le continent. Et le nombre de véhicules devrait considérablement augmenter.

Les grands acteurs suisses de ce marché du « diesel sale » disent respecter les normes en vigueur. Et ils insistent sur



Pompes d'essence

les efforts fournis par l'Association des raffineurs africains (ARA), une organisation basée... à Genève et dont ils sont membres, pour améliorer la qualité des carburants qu'ils importent, mélangent, revendent et distribuent sur le continent.

« TOTAL EXCELLIUM », LE CARBURANT RÉVOLUTIONNAIRE DISPONIBLE AU TOGO ✎ Albert AGBEKO

Total ne lésine pas sur les recherches. Quatre ans après Effimax, les chercheurs de ce groupe pétrolier français viennent de mettre au point une nouvelle génération de carburants diesel, baptisé « Total Excellium Diesel ». Celui-ci révolutionne le monde des carburants, au travers de détergents spécifiques et de nouvelles technologies visant à réduire les frottements.

Au Togo, c'est la station « Total Lomé 2 » qui a servi de cadre au lancement de ce nouveau carburant ce 14 septembre 2016 en présence de la ministre du Commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privé et du tourisme, Mme LEGZIM-BALOUKI Bernadette.

« Ce carburant a été obtenu après deux (2) ans de recherche. Il a été développé

pour s'adapter à tous les moteurs, qu'ils soient anciens ou neufs. D'abord quand un moteur est ancien, il est encrassé et il faut être capable de le dégrasser mais quand un moteur est neuf, il faut pouvoir le maintenir », admet le directeur général de Total Togo, M. Adrien Bechonnet.

Poursuivant, le Directeur général, a confié que quand un moteur dégrasse,

il consomme moins. Et quand il consomme moins, il pollue moins. Et de conclure qu'à Total, ils se sont engagés dans une énergie meilleure avec une faible émission de gaz polluant, ce qui fait la particularité d'Excellium.

Même son de cloche de la part de M. Assogba Eloi, Directeur Réseaux Total Togo pour qui, Total est le seul pétrolier

au Togo, qui « donne la possibilité aux clients de choisir son carburant ».

La ministre Legzim a apprécié la mise sur le marché togolais d'un « carburant novateur, respectueux des normes environnementales » soulignant que c'est une preuve de responsabilité sociale de Total.

Les avantages qu'offre le nouveau carburant sont multiples. Excellium Diesel contribue quotidiennement au dégrassage et à la protection du moteur, favorisant ainsi une diminution de la

consommation. Conçu spécialement pour répondre à toutes les motorisations (anciennes et récentes), incorporant des nouveaux détergents, il maintient propres les composants sensibles moteurs (injecteurs), le résultat c'est jusqu'à 93% d'encrassement en moins pour les moteurs.

Notons que le nouveau carburant est disponible dans les 81 stations services de Total réparties sur toute l'étendue du territoire national.



AVIS D'APPEL D'OFFRES

CONSTRUCTION DE :

- 141 SALLES DE CLASSES, 88 BLOCS LATRINES DANS LE PRIMAIRE ;
- 52 SALLES DE CLASSES, 13 BLOCS ADMINISTRATIFS ET 11 BLOCS LATRINES DANS LE SECONDAIRE I ;
- 36 SALLES DE CLASSES, 9 BLOCS ADMINISTRATIFS ET 2 BLOCS LATRINES DANS LE SECONDAIRE II

SUR UN TOTAL DE 69 SITES DANS LES CINQ (5) REGIONS DU TOGO.

1. Le Programme des Nations Unies (PNUD) pour le4. développement - Bureau Togo, sollicite par le présent avis, des offres de la part de tous les candidats éligibles et répondant aux critères de qualification requis, pour la réalisation des travaux de construction de 141 salles de classes dans le primaire, 51 dans le premier cycle du secondaire et 36 dans le second cycle du secondaire, sur un total de 69 sites de construction dans les cinq (5) régions du Togo: Centrale, Kara, Maritime, Plateaux, Savanes. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la Composante 1 : Infrastructures et services sociaux de base du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) financé par le Gouvernement du Togo et ses partenaires.

2. Les lots pour les travaux de construction des infrastructures sont organisés ainsi qu'il suit :

Chaque site constitue un lot et il y a au total 69 sites soit **69 lots indépendants** répartis dans les 5 régions du pays.

NB : La liste des sites est détaillée dans le DAO à retirer au bureau du PNUD contre une (1) rame ou à télécharger sur le site web :
<http://procurement-notice.undp.org/index.cfm>

Les candidats peuvent soumettre leurs offres pour tous les lots. Un soumissionnaire peut être attributaire de **5 lots** au maximum sur l'ensemble des 69 lots.

3. La durée des travaux est estimée à cinq (5) mois.

Toutes les conditions/exigences de l'Appels d'Offres (AO) sont détaillées dans les dossiers accessibles en ligne à l'adresse précisée au point 5 du présent avis.

Pour être qualifiés, les soumissionnaires doivent remplir les exigences minimales décrites dans les conditions particulières de l'appel d'offres. Les exigences de qualification comprennent entre autres :

- les conditions légales de l'entreprise ;
- la situation financière de l'entreprise ;
- l'expérience de l'entreprise ;
- la capacité technique de l'entreprise ;
- la disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel de l'entreprise ;
- la disponibilité du matériel minimum requis pour l'exécution des travaux ;
- voir les DAO pour les informations détaillées.

Les principaux critères d'évaluation sont également clairement mentionnés. Veuillez lire attentivement les instructions fournies dans les dossiers.

5. Les candidats désireux de soumissionner peuvent télécharger les dossiers complets sur le site web du PNUD à partir du **20 Septembre 2016** à l'adresse suivante : <http://procurement-notice.undp.org/index.cfm> ou les retirer, entre 9 h et 12 h et entre 15 h et 17 h, heure TU, de lundi à vendredi (contre une rame de papier) à l'adresse ci-dessous :

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Réception
40, Avenue des Nations Unies
Lomé, Togo

Tél.: +228 22 21 20 22 / 22 21 20 08
Fax: +228 22 21 16 41

6. Chaque soumission doit être déposée main à main sous pli fermé comprenant un original et deux copies, avec la mention écrite suivante sur l'enveloppe, selon les cas :

TITRE DE L'APPEL D'OFFRES
Numéro du lot
Infrastructures composant le lot.

Toutes les offres devront être déposées au plus tard le **11 Octobre 2016 à 10h 00mn TU**. Les offres remises après la date/heure indiquée dans le dossier ne seront pas acceptées. Veuillez lire attentivement les dossiers d'appel d'offres (AO) et suivre scrupuleusement les instructions fournies.

7. Le PNUD ne sera pas responsable des frais engagés par les soumissionnaires dans le cadre de la collecte, la préparation ou la soumission des offres. Le dépôt n'entraîne aucun engagement du PNUD vis-à-vis du soumissionnaire. Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant la période indiquée dans les Dossiers d'Appel d'Offres.
8. La période estimée pour la notification de l'attribution des marchés des travaux est Novembre 2016.

LES BANQUES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE NEGLIGENT TROP LA QUALITE DES RELATIONS AVEC LEUR CLIENTELE, SELON KPMG.

✎ Ibrahim SEYDOU

Les banques commerciales opérant en Afrique subsaharienne devront mettre plus de ressources à améliorer les relations avec leur clientèle, apprend-on d'une enquête menée par la firme d'audit KPMG dans 18 pays de cette région et rapportée par nos confrères de l'agence Ecofin « Si il y a trois ans les clients étaient d'avantage regardants sur la stabilité financière d'une banque, aujourd'hui la qualité des relations est devenue la raison majeure pour laquelle ils décident ou non de changer de banque », indique le rapport.

Ce changement d'intérêt pour la clientèle bancaire des pays enquêtés, s'explique par une amélioration effective des systèmes de régulation, qui ont contribué à améliorer la stabilité financière des banques.

Par ailleurs, il est aussi admis que la clientèle bancaire en Afrique subsaharienne est plus consciente de ses droits. Dans ce sens, elle souhaite obtenir des banques, plus que la sécurisation de ses avoirs, mais aussi de meilleurs stan-

dards de services.

« Un tiers des clients prêts à changer de banques, ont indiqué qu'ils prenaient cette décision, pour obtenir de meilleures relations avec le service clientèle », indique le rapport. De ce point de vue, les banques opérant Nigéria on fait de gros progrès et l'accueil des clients y est désormais intégré comme élément à part entière du service.

Des pays comme le Cameroun, le Ghana, le Tchad, la Côte d'Ivoire, l'Afrique

du sud, la Tanzanie ou encore l'Angola sont à la traîne dans cette enquête d'opinion. Cela ouvre une fenêtre d'opportunités pour les banques prêtes à faire un effort dans ce sens. Au Cameroun, où on a un des plus faible taux en matière d'inclusion financière, seulement 21% des consommateurs interrogés ce sont dits satisfaits de la qualité des relations avec les banques.

Parallèlement à la relation avec les clients, les banques opérant en Afrique



sont aussi attendues sur le terrain de la qualité de service. Les attentes des clients sont devenues plus importantes, tandis que, dans aucun des pays enquêtés, le niveau de satisfaction n'atteint les 80%. Le Zimbabwe dans ce contexte,

présente le meilleur score avec un taux de satisfaction de 79,14%, tandis que le Cameroun, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire présentent le taux les plus faibles avec une satisfaction moyenne à moins de 66%.

✎ Ibrahim SEYDOU

UNION EUROPEENNE: UN NOUVEAU PLAN D'INVESTISSEMENT POUR L'AFRIQUE.

À l'occasion de son discours sur l'état de l'Union Européenne (UE) 2016, le président de la Commission, Jean-Claude JUNCKER a exposé sa vision sur la manière de continuer à stimuler l'investissement pour soutenir l'emploi et une croissance durable, en Europe et dans le reste du monde. Parmi les pistes, la création d'un nouveau plan d'investissement extérieur européen (PIE) visant à encourager l'investissement en Afrique et dans les pays du voisinage de l'UE pour renforcer ses partenariats et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Ce nouveau plan appelé Plan d'Investissement Extérieur européen (PIE), devra permettre de stimuler l'investissement en Afrique et dans les pays voisins de l'Union, en particulier pour favoriser le développement des infrastructures sociales et économiques et des PME, en levant les obstacles à l'investissement privé. Doté de 3,35 milliards d'euros provenant du budget de l'Union et du

Fonds européen de développement, le PIE prévoit le recours à des garanties innovantes et à d'autres instruments analogues pour encourager l'investissement privé, lui permettant ainsi de mobiliser jusqu'à 44 milliards d'euros d'investissements. Si les États membres et d'autres partenaires versent une contribution équivalente à celle de l'Union, le total atteindra 88 milliards d'euros.

En débloquant l'investissement dans les pays partenaires, le PIE contribuera à la mise en oeuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 et du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

Il apportera également une aide précieuse pour traiter les causes profondes de la migration, renforcer les

partenariats et analyser les causes à long terme des vastes mouvements de population. Le PIE repose sur trois piliers complémentaires: la mobilisation de l'investissement par la combinaison de dispositifs d'investissement existants avec une nouvelle garantie du Fonds européen pour le développement durable (FEDD). Ce fonds réunira deux plateformes d'investissement régionales pour l'Afrique et les pays du voisinage; le renforcement de l'assistance technique pour l'environnement politique plus général afin d'assister les pouvoirs publics et les entreprises dans les pays partenaires. L'objectif est de

les aider à mieux préparer et promouvoir des projets et à attirer davantage d'investissements; l'amélioration du climat des affaires en général par la promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la suppression des obstacles à l'investissement et des distorsions de marché. Par ailleurs, les opérations de prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) font partie intégrante du PIE. À cet effet, la Commission complètera la garantie du budget de l'Union, dans le cadre du mandat extérieur de la BEI, par un montant

Suite à la page 13

FIÈRE D'ÊTRE YAMAHA




520.000* FCFA TTC

*Stock limité. Prix hors frais d'immatriculation et assurance.



Bd Eyadema BP 332 Lomé
Tél. 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com



YAMAHA
Revs your Heart

Lomé reçoit l'Afrique en octobre



PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR

OCEANS

LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

"Rendons notre Ville Propre et Accueillante"



Ce message est offert par le Consulat de Slovaquie.

MAFATA JESSÉ, RESPONSABLE DE « BON MARAÎCHER »

Albert AGBEKO

« NOUS VOULONS DEVENIR UN LEADER EN DISTRIBUTION DES PRODUITS AUX MÉNAGES »

Distinguée pour avoir apporté de l'innovation dans la chaîne de distribution des produits de première nécessité au Togo, l'entreprise « Bon maraîcher » a été primée troisième au concours « Pépite d'or » organisé lors de la cinquième édition de la « Foire Adjafi ». Créée par cinq étudiants (Mafata IV Jessé, Kedji Honoré, Ohim Ayifua Charlotte, Apedo Bruno et Vieira Luenina Eureka), tous inscrits dans un institut supérieur à Lomé, l'entreprise est spécialisée dans la distribution des produits maraîchers frais et propres à domicile.

Pour ces étudiants, leur initiative répond à un besoin : apporter des produits maraîchers à ceux qui ne peuvent se déplacer. Leur cible : les employées, les restaurants, les hôtels, les étudiants étrangers vivant sur le territoire national... « Nous avons constaté que la plupart des femmes employées partent au bureau très tôt et reviennent parfois très tard.

De ce fait, elles n'ont pas le temps d'aller s'approvisionner en produits maraîchers frais. On a aussi remarqué qu'au-delà de certaines heures, il est difficile lorsqu'on s'aventure dans certains hôtels et restos de la place, de pouvoir déguster un plat fait à base de nos légumes notamment le gboma, adèmè et autres. Mais aussi certains ressortissants étrangers particulièrement les étudiants qui ne maîtrisent pas tellement la ville ont besoin de ces produits.

C'est à tout ce monde que notre initiative répond », explique M. Mafata Jessé, le responsable de la

bande.

Ainsi de 07h à 22h, les produits maraîchers frais et propres sont livrés à domiciles ou aux endroits indiqués. Il suffit seulement de faire la demande. Celle-ci se fait à travers les réseaux sociaux, par appel téléphonique ou par SMS. Et les minutes qui suivent le client est livré. « Pour le moment, on ne se plaint pas car nous avons des clients potentiels. Nous nous employons à les fidéliser pour avoir une base solide », souligne M. Mafata.

Mais le début n'a pas été facile, comme le reconnaissent les étudiants. En effet, pour les parents études et entrepreneuriat ne font pas bon ménage. Ils ont dû également faire face au scepticisme, y compris de leur proche quant à la viabilité de leur initiative.

Le plus difficile reste selon eux, leur incapacité à livrer parfois les clients. « En Afrique francophone on pense qu'on ne peut pas jumeler les études à l'entrepreneuriat.

Nous voulons démentir cette assertion », assure M. Mafata Pour le responsable de « Bon maraîcher », dans les pays anglophones c'est naturel.

Décidée à servir à sa clientèle des produits propres, hygiéniques et naturels, l'entreprise « Bon maraîcher », est bien regardant sur les conditions de production de ces produits. De fait, elle travaille avec des agriculteurs qui viennent pour la plupart d'Aného, Baguida, Badja. Ces derniers, sélectionnés, sont ensuite suivis pour une production qui réponde aux besoins de la clientèle.

Quoique jeune, à peine 6 mois, « Bon maraîcher », ne manque pas d'ambition. « Nous voulons devenir leader en distribution des produits aux ménages pour leur permettre de manger sain, naturel, et équilibré », confie Mafata. En outre, la création d'un marché virtuel où la clientèle pourra se ravitailler en produits maraîchers,



manufacturiers, la charcuterie... figure aussi en bonne place sans oublier l'implantation des annexes dans différents quartiers pour être plus proches de la population, nous apprend Mafata ? « Nous allons aussi donner l'opportunité aux clients de faire leurs stockages chez nous. Ils paient ce dont ils ont besoin pour le mois ou la semaine qu'ils stockent chez nous et quand ils en auront besoin, ils nous font appel pour la livraison ».

Pour permettre à la diaspora de faire des commandes pour leurs parents restés au pays, « Bon maraîcher » est en train de développer une

application.

Autre innovation de l'entreprise : elle met à la disposition de ses clients un nutritionniste qui peut les conseiller sur la quantité et la qualité de nourriture qu'ils doivent consommer pour une alimentation saine et équilibrée et pour éviter certaines maladies comme l'obésité ou le diabète.

« Notre source de satisfaction, ce sont nos clients qui nous font confiance, nos partenaires qui nous donnent le courage d'aller plus loin », explique Mafata pour décrire son état d'esprit.

FORFAIT VIDANGE

HUILES ET MAIN D'OEUVRES INCLUSES

+05 points de contrôles gratuits

38 000*
FCFA TTC

Pièces d'origines

N A LA
CONTREFAÇON



RÉVISEZ VOTRE IDÉE DU SERVICE

*Forfait pour le model Yaris



CFAO MOTORS TOGO

cfoagroup.com

Bd Eyadema BP 332 Lomé

Tél.: +228 22 23 31 00 Email: cfaotogo@cfao.com



TOYOTA

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AU CIVISME FISCAL

“Ma Contribution”



Fonctionnaires, Commerçants,
Industriels, Artisans, Entrepreneurs, etc.

**CONTRIBUONS TOUS AU
DÉVELOPPEMENT DE NOTRE PAYS...
PAYONS NOS IMPÔTS !**



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

LE PROJET D'APPUI A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES ARTISANS : VERS UN RENOUVELLEMENT DE L'EXPERIENCE ?

✎ Ibrahim SEYDOU

Plusieurs projets et initiatives ont été mis en œuvre ces dernières années pour la résorption du chômage des jeunes mais également pour accompagner ceux-ci vers davantage d'autonomie, à travers l'entrepreneuriat. Parmi eux, le projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans (PAIPJA) arrivé à échéance l'année dernière. Retour sur une initiative dont le succès est à l'origine de la revendication de plusieurs jeunes pour une nouvelle reconduction.

Logé au ministère chargé du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le PAIPJA avait pour objectif de renforcer les capacités entrepreneuriales et matérielles de 5000 jeunes artisans de 2011 à 2015 en vue de faciliter leur insertion professionnelle pour lutter contre le chômage et le sous-emploi.

Environ deux milliards de FCFA ont été investis pour former et équiper 5000 jeunes artisans de

plusieurs corps de métiers.

La cinquième et dernière vague de jeunes artisans accompagnés a reçu ses kits d'outillage le 27 mars 2015, des mains du Chef de l'Etat, au cours d'une cérémonie solennelle à Sotouboua.

La formation des jeunes artisans fut assurée par le Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Jeunes (FAIEJ) qui renforce les capacités de ces derniers en techniques d'organisation et de

gestion de micro entreprises ou d'activités génératrices de revenus afin de les outiller à une gestion efficace de leurs activités.

Chaque bénéficiaire qui reçoit son kit s'engageait à rembourser le tiers de sa valeur avec la possibilité de bénéficier d'un crédit auprès de la CECA d'un montant maximum d'1 million de francs CFA pour renforcer son activité.

Résultats

Au terme du projet,
- 4620 jeunes artisans ont été formés en techniques de créations et de gestion de micro entreprises.
- 4045 jeunes artisans équipés en matériel de travail ;
- Mise en place d'un fonds de garantie de 100 millions à travers



Mme Victoire Dogbe, ministre du développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

la signature d'une convention de partenariat avec la CECA ;
- Taux d'intérêt négocié à la baisse (9% au lieu de 14 à 18% habituellement pratiqué) pour les

jeunes bénéficiaires ;
- Plus 360 jeunes ont obtenu des crédits d'un montant total d'environ 200 millions de FCFA auprès de la CECA.

SECURITE MARITIME : JASÉMA OUTILLE LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS

✎ Wilfried ADEGNIKA

Du 13 au 15 s'est tenu à Kpalimé, sur l'initiative du réseau des Journalistes Africains pour la Sécurité Maritime (JASéMA), un atelier de renforcement des capacités des journalistes sur le thème : « contribution des médias à la lutte pour la sécurité, la sureté maritime et le développement »

Cette rencontre, première du genre depuis que le « JASéMA » a été porté sur les fonds baptismaux le 12 août à Lomé, vise à renforcer les connaissances des professionnels des médias sur les notions de sureté et de sécurité maritime. Le président du réseau, Arimayou Tchagnawo justifie la rencontre par le déficit de communication sur la thématique et surtout sur les enjeux et les défis du sommet sur la sécurité maritime

de l'Union Africaine qui aura lieu à Lomé en octobre prochain.

Le ton de l'atelier a été donné par Zeus Komi Aziadouvo, conseiller à la HAAC représentant le président de ladite institution, en présence du préfet du Kloto, Kokou Bertin Assah, du chef du cabinet du ministre Stanislas BABA, BAKAYI Hubert.

Dans son message Zeus Aziadouvo

a salué l'initiative de la création du réseau et aussi de l'organisation dudit atelier. Pour lui : « Les médias ont leur rôle à jouer pour porter loin les messages sur la piraterie, la pêche illicite, la sureté et la sécurité maritime qui sont de nouveaux concepts », aussi, faille-t-il les outiller en la matière pour qu'ils puissent bien cerner ces nouveaux concepts. Le préfet de Kloto dans son adresse aux participants a souligné le

caractère formateur de l'atelier : « On ne peut pas parler de ce qu'on ne maîtrise pas, donc cet atelier vient à point nommé pour renforcer la capacité des hommes des médias afin qu'ils puissent sensibiliser la population à cerner la thématique de la sureté et de la sécurité maritime, tout en traitant de manière professionnelle les informations ». Lesdits journalistes ont suivi au cours de cet atelier deux communications portant sur : « les enjeux et les défis de la sécurité et de la sureté maritime » et « le traitement professionnel

des sujets sur la sécurité maritime et la sureté maritime » présentées respectivement par Hubert Bakayi expert en sécurité maritime et chef du cabinet du ministre Baba et Kondo Bagna journaliste à la télévision togolaise.

Après avoir mis l'accent sur la notion de sécurité et de sureté maritimes, et de la piraterie, Hubert Bakayi a présenté la situation de la piraterie dans le monde avant de faire un focus sur les enjeux et les défis du prochain sommet pour les pays africains et occidentaux.

PALUDISME, SIDA, TUBERCULOSE: 13 MILLIARDS \$ MOBILISES PAR LE FONDS MONDIAL A MONTREAL POUR ERADICHER CES EPIDEMIES A L'HORIZON 2030.

Suite de la page 4

a-t-il souligné.

« Nous célébrons 15 ans de réussite, mais nous sommes à la recherche de plus de succès encore dans les prochaines années » a déclaré pour sa part BAN-KI-MOON. « Si nous agissons, nous pouvons éliminer les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme d'ici 2030 » soit l'objectif fixé par les Nations Unies.

Et si nous y parvenons, le monde aura fait un grand pas vers la réduction de la pauvreté, trop souvent associée à la maladie « a-t-il ajouté. Si le Directeur général du Fonds, monsieur Mark DYBUL s'est félicité de cette mobilisation, indiquant que la communauté internationale est au point d'inflexion de la lutte contre

ces épidémies et que la génération actuelle pourrait être celle qui va les enrayer, le milliardaire Bill GATES a prévenu pour sa part qu'il restait tout de même beaucoup à faire pour endiguer ces fléaux.

22 MILLIONS DE VIE SAUVEES :

Le partenariat du Fonds Mondial mobilise et investit presque 4 milliards \$ par an à l'appui de programmes menés par des experts locaux dans les pays et les communautés qui en ont le plus besoin. Selon les projections, d'ici fin 2016, il aura contribué à sauver plus de 22 millions de vies, à éviter plus de 300 millions d'infections, grâce à plus de 30 milliards \$ déjà déboursés.

De fait, le nombre de décès liés au sida diminue. Dans les pays où le Fonds mondial investit, il a chuté de plus de 45%, passant de 1,9 millions en 2004 à 1,1 million en 2015. Le développement rapide de l'accès aux antirétroviraux dans les pays soutenus par le Fonds Mondial, dont la couverture est passée de 3,3 % en 2005 à 21% en 2010, puis 45% en 2015, a largement contribué à ces résultats. Le nombre d'infections à VIH diminue.

Entre 2000 et 2015, il a chuté de 37% dans les pays soutenus par le Fonds. Les partenaires ont bon espoir que le taux d'infections évitées puisse enregistrer une plus forte accélération encore si le financement continue de

croître. Un autre facteur important est l'élargissement de la couverture nationale de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, qui a atteint 49% en 2010 et 76% en 2015. Le nombre de décès dus à la tuberculose a diminué de 31% entre 2000 et 2015 dans les pays où le Fonds mondial investit (chiffre qui ne reprend pas les décès dus à une co-infection par le VIH et la tuberculose. Faute d'interventions, ce nombre aurait été plus de trois fois plus élevé en 2015.

Au niveau mondial, le nombre de décès dus au paludisme a reculé de 48% entre 2000 et 2015. La moustiquaire imprégnée d'insecticide de longue durée, à un prix relativement bas,

est une innovation qui a largement contribué au renforcement de la protection des enfants et des familles. Avec plus de 659 millions de moustiquaires distribuées, le nombre de personnes exposées au risque du paludisme qui ont pu accéder aux moustiquaires est passé de 7% en 2005 à 35% en 2010 et 62% en 2015 dans les pays où le Fonds mondial investit. Plus important encore, l'accès aux combinaisons thérapeutiques à base d'artémisinine et aux tests de diagnostic rapide a nettement progressé.

Rien que l'année dernière, les cas de paludisme traités ont augmenté de 13% pour atteindre un total cumulé de 582 millions fin 2015.

UNION EUROPEENNE:

total de 5,3 milliards d'euros. La BEI pourra donc prêter jusqu'à 32,3 milliards d'euros au titre de la garantie de l'Union entre 2014 et 2020.

Le PIE est un cadre intégré permettant une pleine coopération entre l'Union européenne, les pays de l'Union, les pays partenaires, les ins-

titutions financières internationales, les donateurs et le secteur privé.

Il améliorera la manière dont les fonds publics limités sont utilisés et

dont les pouvoirs publics et les investisseurs privés coopèrent en matière de projets d'investissement.

Avec ce plan, l'Union entend contri-

Suite de la page 9

buer encore davantage à la mise en place de l'architecture mondiale pour le développement et à la gestion des migrations.

ENTRE LEGENDE ET ARCHIVES, LE PAGNE ALLIE LA TRADITION A L'ELEGANCE

✶ Essenam KAGLAN

A l'occasion des 170 ans de la maison VLISCO, Focus Infos part sur les traces du pagne qui, dans la joie comme dans la douleur, reste très présent à chaque étape de la vie dans les communautés africaines. La valeur séculaire conférée au pagne dans les malles et les armoires des femmes africaines sert parfois de monnaie d'échanges ou de troc. Grâce aux traditions liées au pagne, la nouvelle génération a adopté également les codes de thésaurisation des pagnes qui prennent aussi de la valeur avec le temps.

...Symbole emblématique

Dès la naissance, le pagne a une grande importance. « En Afrique, on dit qu'on ne naît jamais seul, on naît dans la main d'un homme et on part dans la main des hommes. Mais cela n'a jamais été des mains nues. Depuis des générations, l'accoucheuse reçoit l'enfant et le remet à la mère, enroulé dans du pagne » raconte Mr Guy MISSODEY, professeur de lettres et communication à l'Université de Lomé. En effet, toute la culture de l'enfant est enroulée de pagne. Du couché à sa maîtrise de la position assise, le pagne l'accompagne. Encore aujourd'hui dans les milieux ruraux, ce sont les cartons découpés et matelassés avec du pagne qui jouent le rôle de berceau. De même en milieu urbain, Lomé et ses périphéries, la présence du pagne est aussi essentielle dans les berceaux. Ils donnent à l'enfant un certain confort tout en l'empêchant de tomber de son cocon. Lors de l'apprentissage du nouveau-né à la position assise, le pagne le stabilise. Et, l'enfant n'est remis à une tierce personne qu'enveloppé dans du pagne. Au champ comme à la ville, à la maison comme dans la cuisine, le pagne est partout.

« Le pagne est un signe identitaire. Il codifie la structure sociale. La division sociale est révélée par le choix du pagne porté. Si vous êtes de la haute classe, vous portez du « Tsi gan » (ndlr Haut de gamme), et ceux de condition modeste ont le « Tsi vi » (ndlr gamme inférieure). Le

port du pagne en dit beaucoup sur la situation matrimoniale d'une personne. La manière dont la jeune fille l'utilise est carrément différente de celle de la mère ou de l'épouse », explique le professeur MISSODEY, auteur de plusieurs écrits sur ce tissu. En effet, être vêtu d'une des marques du Wax Hollandais confère aux usagers du respect. Au cours des événements exceptionnels (dot, funérailles, cérémonies traditionnelles, etc, les aînées continuent de s'afficher en pagne, porté à la manière romaine et de façon royale. « Le pagne est loin d'être un tissu démodé. Etre en pagne n'est pas une honte mais plutôt un prestige », déclare Mr Kodjo AFANWOUBO, un chef de famille.

Par ailleurs, lors des cérémonies de dot, la valeur marchande du pagne est très importante. Les familles imposent au futur marié et à sa famille les pagnes les plus prisés. Cela en va de la capacité du futur époux à subvenir aux besoins de sa famille. Dans la joie comme dans la douleur, cette étoffe accompagne jusqu'à la mort. En effet, les pagnes ont une valeur d'archives. Toutes les festivités sont marquées par le choix d'un pagne : une naissance, un anniversaire, un mariage, un enterrement... Par delà l'événement, ce sont les pagnes qui restent comme souvenir. « Quand nos mères ouvrent leur placard, elles nous racontent des histoires à la vue de chaque tissu », raconte le professeur. Ces tissus ont une valeur testi-

moniale « on peut relire tous les événements marquants de nos familles à travers les pagnes de nos armoires », ajoute-t-il. De fait, grâce à la créativité des stylistes et couturiers du continent, le respect de la tradition a encore des jours heureux en Afrique.

Une créativité au point...

Avec l'introduction de la haute couture en Afrique, le pagne est énormément porté aussi bien par les hommes que par les femmes. Désormais, l'homme confectionne ses habits en pagne pour venir au bureau. Dans les couloirs de l'administration, il le porte avec fierté et élégance. Veste, jupe, robe, chemise, pantalon, manteau... tous genres de vêtements de style européen ou américain sont maintenant réalisables avec ce tissu. Les stylistes et couturiers nationaux font preuve de plus en plus d'ingéniosité et de professionnalisme dans la confection des habits. Ils y associent des accessoires comme les bijoux, la broderie, la dentelle, la laine et tous autres tissus. Ainsi, les vêtements de soirée, de cocktail, de ville en pagne sont dorénavant appréciés surtout par la jeune génération. « Les habits en pagne sont aussi remarquables que ceux en provenance des pays du nord. « L'originalité d'un habit en pagne n'a pas d'égal en terme de prix comparé à une tenue occidentale » déclare Léonce un jeune mannequin. Plus qu'appréciée par les Africains, cette étoffe s'intègre dans la mode occidentale également. On remarque



Des jeunes filles en pagne

des personnalités assez connues qui le portent fièrement. De Jill BIDEN (femme du vice-président des Etats Unis d'Amérique) en passant par BEYONCE ou RIHANA, toutes se l'arrachent. Est-ce une tendance qui s'imposera dans le temps ? Bien que le wax hollandais soit produit aux Pays-Bas, l'Afrique de l'Ouest et Centrale se le sont complètement approprié au point qu'il fasse partie de l'inconscient collectif de nos communautés plus que toutes les autres marques venues de l'Occident et d'ailleurs (Apple, Samsung, Gucci, Dior...).

Le mythe du wax

Le commerce du Wax Hollandais Vlisco est une activité majeure de l'économie togolaise, portée par les grandes commerçantes togolaises, communément appelées 'les Nana Benz' (Nana= l'ainée ; Benz relatif au véhicule Mercedes Benz). Elles ont donné aux pagnes un prestige qui s'est imposé dans toute la sous-région grâce à leur sens des affaires, le baptême des pagnes avec des noms mythiques ainsi que leur implication dans la vie sociale.

Grâce à des noms fameux, le pagne tient une place de médiateur dans certaines situations. La femme qui sait choisir son pagne, peut faire transmettre un message à son mari. Le choix n'est jamais anodin. Ainsi, des couples utilisent le pagne pour se parler en usant les métaphores. Cependant, si ces noms rendent ces pagnes indémodables, la place conférée aux 'Nana Benz' a quant à elle diminué dans la sous-région. Les causes à cette situation sont plurielles. Les nombreuses crises socio-politiques, économiques, ainsi que l'arrivée des produits chinois et les habits d'occasion en sont quelques-unes.

Le pagne a un symbolique très fort dans la vie des Africains. La population togolaise perpétue la tradition, en transmettant ces valeurs en la jeune génération. Au travers d'une créativité extraordinaire des stylistes de la jeune génération, le pagne demeure un tissu à la mode. Ceci grâce aussi aux sociétés comme Vlisco qui « ne produit que de bons tissus et qui fête cette année ses 170 ans ».

VLISCO EN FÊTE : 70 LOTS DE PAGNES OFFERTS POUR LES 170 ANS

✶ Essenam KAGLAN

A près le lancement officiel des festivités des 170 ans de Vlisco, la VAC-Togo (Vlisco African Company) a poursuivi ses activités ce 11 septembre à la plage de Lomé à travers un spectacle inédit, riche en couleurs et en émotion. Un moment de convivialité partagé avec un public acquis à sa cause.

Malgré le mauvais temps, des centaines de personnes entourent le podium dressé par la VAC-Togo (Vlisco African Company) à la plage (IBIS) ce dimanche pour participer aux lâchers de ballons. En effet, 1000 ballons aux couleurs festives portant l'inscription 'Vlisco célèbre 170 ans avec vous' ont été lâchés dans le ciel. A travers, cet événement assez original, la VAC-Togo (Vlisco African Company) entend mettre le public

au cœur des festivités des 170 ans de Vlisco. Des jeux assez simples ont fait de nombreux gagnants. D'une part, la foule était invitée dans une ambiance de gaieté à rattraper les ballons. Enfants, jeunes et adultes se sont agréablement prêtés au jeu. Les ballons portant l'étiquette 'cadeau Vlisco' donnaient droit à un colis. « J'ai réussi à prendre un ballon portant l'inscription 'cadeau vlisco', c'est pour cela que

j'ai été récompensé avec le pagne » indique M. Kossivi, un gagnant. D'autre part, des jeux-concours (danse, questions-réponses) ont également permis aux participants de repartir avec des lots de cadeaux. Le concept mis en place était : autant de jeux, autant de pagnes. « Aujourd'hui, nous avons voulu célébrer les 170 ans de Vlisco avec le public à travers ces 70 lots de pagnes qui ont été offerts », a déclaré M. Yves KOLAGBE le Responsable Communication à la VAC-Togo (Vlisco African Company).

Dans les prochains jours, d'autres activités dont le lancement d'une « nouvelle collection qui sera as-



Lâcher de ballons

sez colorée et reflètera la beauté de la femme africaine », indique Mme Harmonie HOUMEY, Res-

ponsable des boutiques à la VAC-Togo (Vlisco African Company) seront organisées.

woodinfashion.com



PRÊT À DANSER

FUSION
de Woodin

La Collection De Prêt-à-Porter



SAHAM
Assurance

N°1 en

**Assurance
Automobile au Togo.**

**Assurez donc vos véhicules
à SAHAM TOGO**

 **+228 22 21 79 91 / 22 22 98 98**